

MOTION ISSUE DES ASSEMBLEES GENERALES DU 22 AVRIL 2022

L'assemblée générale, réunie ce 22 avril 2022 à l'initiative du syndicat FO ADP, a pris connaissance du compte de rendu de l'audience au PDG et du fait que la direction annonce des mesures sur le pouvoir d'achat dans les 3 semaines à venir. Notre assemblée a réuni 89 agents (plus de 100 si on ajoute le rassemblement du 13 avril dernier à l'issue de l'audience devant le siège social).

89 agents des 498 collègues de toutes catégories qui ont signé la lettre ouverte pour revendiquer *"une augmentation de salaire de 5% pour endiguer les effets de PACT"*. Nombre d'entre nous (pompiers de Roissy et d'Orly, des agents techniques d'IMO, des Coordonnateurs Service Client (CSC), de la DSI, d'ORYR, ECP, Aire de manœuvre,) sont revenus sur leur quotidien.

Nous disons tous en commun : La dégradation des conditions de travail est dans tous les secteurs. Elle est sans précédent. Nous reprenons en commun les propos des collègues :

"Nous sommes épuisés" "On n'en peut plus. On y laisse notre santé." "Les vacances sont des supplices"
Certains d'entre ont même indiqué que *"La sécurité aérienne et des passagers est en cause et compromise."*

Il n'est plus possible d'accepter cette situation et d'être traité ainsi par une direction qui laisse pourrir la situation et se refuse à augmenter les salaires alors que le trafic reprend. Nous avons tous en tête que la privatisation peut ressurgir d'un moment à l'autre et on se demande si tout cela n'est pas fait dans le but de la préparer, de la rendre possible aux meilleurs prix pour les actionnaires.

Conditions de travail déplorables du fait de l'accord RCC et pas d'augmentation de salaire. Les mêmes responsables : la direction et le PDG. Quand le PDG et la direction souhaitent annoncer des mesures sur le pouvoir d'achat dans les 4 semaines et un accord intéressement en 2023.

L'Assemblée générale leur répond : C'est maintenant que nous avons besoin des augmentations de salaires ! C'est la seule mesure égalitaire. C'est maintenant que nous avons à payer nos factures et que nous allons dans les stations-services. Personne ne peut attendre 2023.

L'Assemblée générale s'adresse au gouvernement : L'Etat est majoritaire dans le capital d'ADP... Il doit et peut intervenir sans délai pour contraindre à des vraies augmentations de salaire et imposer le plan de recrutement d'urgence.

La situation est telle que certains d'entre nous sont contraints de s'interroger à démissionner quand ils mettent en rapport les prix du carburant et le salaire, d'autres à s'interroger à devoir dormir dans les voitures pour économiser les frais de carburant et d'autres encore disent prendre un 2ème travail pour compléter les baisses de salaire.

Le Trafic revient. La direction investit. Impossible que cela se fasse au détriment de notre santé et de nos salaires.

L'assemblée générale mandate le syndicat FO pour s'adresser aux autres syndicats afin de regarder les possibilités d'action commune sur ces revendications. Agir dans l'action commune et dans l'unité sur les revendications est une des conditions essentielles pour avancer et ne pas agir en ordre dispersé.

Plusieurs propositions ont été faites pour poursuivre la mobilisation afin d'obtenir satisfaction. Nous les livrons à la réflexion de nos collègues.

- Alerter les médias ;
- Demander à la direction d'être reçu en délégation composée des syndicats et de représentants de groupes de travail sur la base de cahiers de revendications établis par les collègues
- Envisager un rassemblement devant le siège ou une manifestation

L'assemblée générale soumet ces premières réflexions aux agents.

Si le PDG a reçu une délégation, c'est parce que 500 agents ont signé une lettre ouverte avec une revendication précise : augmentation générale de salaires d'un minima de 5%.

Nous y ajoutons la revendication d'un plan de recrutement d'urgence dans tous les services.

**AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES
PLAN DE RECRUTEMENT D'URGENCE DANS TOUS LES SERVICES**